

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Réception des soumissions - TPSGC / Bid
Receiving - PWGSC
1550, Avenue d'Estimauville
1550, D'Estimauville Avenue
Québec
Québec
G1J 0C7

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet RADIO	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0106-13W703/A	Date 2013-10-08
Client Reference No. - N° de référence du client W0106-13-W703	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$QCN-016-15639	
File No. - N° de dossier QCN-3-36123 (016)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-10-24	Time Zone Fuseau horaire Heure Avancée de l'Est HAE
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Carrier, Bertrand	Buyer Id - Id de l'acheteur qcn016
Telephone No. - N° de téléphone (418) 649-2774 ()	FAX No. - N° de FAX (418) 648-2209
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE COMPTOIR DE SERVICES ESCADRON DES TRANS. EST 501 RUE GÉNÉRAL T.L. TREMBLAY GARNISON VALCARTIER COURCELETTE Québec G0A4Z0 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Delivery Required - Livraison exigée VOIR DOC.	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Issuing Office - Bureau de distribution
TPSGC/PWGSC
601-1550, Avenue d'Estimauville
Québec
Québec
G1J 0C7

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé du Besoin
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Besoin
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Matériel
12. Matériel acheté – Besoins simples en logiciel
13. Contrat de défense
14. Assurance

Liste des annexes

- | | |
|----------|------------------|
| Annexe A | Besoin |
| Annexe B | Base de paiement |

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumissions ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

Cette demande de soumissions est pour satisfaire au besoin du Ministère de la Défense Nationale (Secteur du Québec de la Force Terrestre) (SQFT) pour la fourniture et la livraison de 4 (quatre) passerelles d'interopérabilité radio, disponibles dans le commerce.

Le SQFT doit être prêt à déployer des effectifs n'importe où dans sa zone de responsabilité (ZR), s'étendant de la frontière Nord du Mexique au 76e parallèle Nord et de la côte du Pacifique à la côte Atlantique pour, entre autres, répondre à une urgence domestique sous forme d'unité d'intervention immédiate (UII) et pour la conduite d'exercices nordiques afin d'avoir des troupes entraînées pour des déploiements dans l'Arctique canadien.

Ce besoin n'est pas assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain, l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Chili, l'Accord de libre-échange Canada-Pérou, l'Accord de libre-échange Canada-Colombie. Il est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur.

5. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2013-06-01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (3 copies papier)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III : Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences.

Le soumissionnaire doit présenter les renseignements suivants dans sa soumission technique:

- (a) Le soumissionnaire doit remplir et inclure le tableau de conformité technique fourni à l'article 1.1.1 de la partie 4.
- (b) Le soumissionnaire doit inclure les éléments (fiches techniques des produits proposés, publication, données documentées ou points de discussion) démontrant la conformité à chacun des critères techniques obligatoires.

Section II : Soumission financière

- a. Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.
- b. La soumission financière doit être conforme au tableau des prix reproduit dans l'Annexe B de cette demande de propositions. Ce tableau rempli doit comprendre les éléments de prix de chacun des articles qui y sont indiqués.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0106-13W703/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcn016

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0106-13-W703

File No. - N° du dossier

QCN-3-36123

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

-
- c. Tous les prix doivent être DDP (Québec, Québec), et comprendre les frais d'expédition et de manutention jusqu'au point de destination, droits de douane et taxes d'accise au Canada compris, le cas échéant, et taxes de vente applicables en sus.
 - d. C3011T (2010-01-11) Fluctuation du taux de change

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique

1.1.1 Critères techniques obligatoires

Le soumissionnaire doit indiquer, pour chacun des critères techniques obligatoires, si les produits proposés s'y conforment ou non, en cochant la case appropriée. Le soumissionnaire doit clairement démontrer comment les produits proposés rencontrent chacun des critères. Le simple fait de mentionner qu'il répond au critères n'est pas suffisant. Lorsqu'il faut rappeler d'autres documents accompagnant la soumission, le soumissionnaire devrait indiquer l'endroit exact où se trouvent les documents de référence, en précisant le titre des documents, ainsi que les numéros de page et d'alinéa. Le soumissionnaire doit donner une réponse pour chacun des critères. Le soumissionnaire doit donner suffisamment de détails pour permettre une évaluation complète.

Critères techniques minimums obligatoires		Conforme	Non Conforme	Description / Références
1	Doit être de type multifréquences et permettre une communication fluide entre les radios commerciales, militaires et amateurs, de même qu'avec les téléphones satellite.			
2	Doit être très léger et portatif, donc transportable par une seule personne (moins de 30 lbs/unité).			
3	Doit permettre aux premiers intervenants de différentes organisations de communiquer entre eux, même si les fréquences radio de leurs appareils sont incompatibles.			
4	Doit fonctionner sur un large éventail de sources de tension. Les sources possibles comprennent, piles "AA", 7-21 VDC, 115VAC à 220VAC 60Hz ou à 50Hz, la puissance du véhicule.			

1.2 Évaluation financière

- (c) Clause du *Guide des CCUA* A0220T (2013-04-25) Évaluation du prix
- (d) Les prix seront évalués en dollars canadiens, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens, excluant les taxes de vente applicables. Aux fins d'évaluation, les soumissions reçues en devises étrangères seront converties en dollars canadiens en utilisant le taux de change annoncé par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions.
- (e) Les prix seront évalués sur une base DDP (Québec, Québec).

2. Méthode de sélection

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0106-13W703/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcn016

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0106-13-W703

File No. - N° du dossier

QCN-3-36123

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

2.1 Clause du guide des CCUA A0031T (2010-08-16), Méthode de sélection - critères techniques obligatoires.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable ou sera considéré comme un manquement au contrat.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions uniformisées 2003. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. À défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

2.1 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Besoin

Le Ministère de la Défense Nationale (Secteur du Québec de la Force Terrestre) (SQFT) requiert la fourniture et la livraison de 4 (quatre) passerelles d'interopérabilité radio, disponibles dans le commerce.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) [achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat](https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010A (2013-04-25), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3.2 Conditions générales supplémentaires

4001 (2013-01-28), Achat, location et maintenance de matériel s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4.1 Date de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard 10 semaines après l'octroi du contrat.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Bertrand Carrier

Travaux Publics et Services Gouvernementaux

1550 Avenue D'estimauville

Québec, Québec, G1J 0C7

Téléphone : (418) 649-2774 Télécopieur: (418) 648-2209

Courriel: bertrand.carrier@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

6. Paiement

6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix global ferme précisé dans l'annexe B. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2011-05-16), Limite de prix

6.3 Paiement Unique

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiement unique

6.4 Clauses du *Guide des CCUA*

C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

6.5 Instructions d'expédition - livraison à destination

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

- a) franco bord (destination) transporteur (Québec, Québec) pour les expéditions en provenance du gouvernement des États-Unis; ou
- b) rendu droits acquittés (DDP) (Québec, Québec) selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

7. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

8. Attestations

8.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4001 (2013-01-28) Achat, location et maintenance de matériel;
- c) les conditions générales 2010 A (2013-04-25) Conditions générales-biens (complexité moyenne);
- d) Annexe A, Besoin;
- e) Annexe B, Base de paiement;
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____.

11. Matériel

Selon les dispositions des conditions générales supplémentaires 4001 :

La partie III des conditions 4001 s'applique au contrat (Conditions supplémentaires : achat)	Oui
La partie V des conditions 4001 s'applique au contrat (Conditions supplémentaires : maintenance)	Oui
Date de livraison	La livraison doit être complétée au plus tard 10 semaines après l'octroi du contrat.
Langue de la documentation relative au matériel	La documentation relative au matériel doit être fournie en anglais OU en français. Si la documentation est aussi disponible dans l'autre langue officielle du Canada, l'entrepreneur doit fournir la documentation en anglais et en français.
Période de garantie du matériel	Malgré les conditions 4001, la période de garantie du matériel à la partie V, est de 24 mois pour les passerelles radio et 12 mois pour les accessoires.

Période de maintenance du matériel	La période de maintenance du matériel est la période de garantie.
Catégorie de services de maintenance	- Service de maintenance avec retour à l'atelier
Numéro de téléphone sans frais pour le service de maintenance	[À remplir selon les renseignements fournis par l'entrepreneur au moment de l'attribution du contrat.]
Site Web pour le service de maintenance	[À remplir selon les renseignements fournis par l'entrepreneur au moment de l'attribution du contrat.]

12. Matériel acheté – Besoins simples en logiciel

Le matériel doit être livré avec le logiciel précisé dans le contrat ou nécessaire pour que le matériel fonctionne conformément aux caractéristiques techniques (le « logiciel sous licence »). Quant au logiciel sous licence :

- (a) il doit s'agir de la version à jour et, sauf mention contraire, ne pas nécessiter d'autre recherche ou développement pour répondre aux spécifications;
- (b) il doit être pris en charge par le matériel et entièrement compatible avec celui-ci dans la limite de la capacité d'expansion de ce dernier. L'entrepreneur doit complètement intégrer le logiciel sous licence dans le matériel et établir les interfaces avant l'acceptation;
- (c) l'entrepreneur accorde au Canada une licence unique, perpétuelle et non exclusive permettant au client d'utiliser le logiciel sous licence conformément au contrat. Cette licence lui permet d'installer, de copier, de déployer et d'utiliser le logiciel sous licence.

13. Contrat de défense

Clause du *Guide des CCUA* A9006C (2012-07-16), Contrat de défense

14. Assurance

Clause du *Guide des CCUA* G1005C (2008-05-12), Assurance

ANNEXE « A »**BESOIN****TITRE : Passerelles d'interopérabilité radio****1. INTRODUCTION**

Dans le cadre de ses activités dans des environnements austères, le ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin d'un système de communication extrêmement performant, disponibles dans le commerce.

2. CONTEXTE

Le Secteur du Québec de la Force terrestre (SQFT) doit être prêt à déployer des effectifs n'importe où dans sa zone de responsabilité (ZR), s'étendant de la frontière Nord du Mexique jusqu'au 76e parallèle Nord, ainsi que de la côte du Pacifique à la côte Atlantique afin, notamment, de répondre à une urgence domestique sous forme d'une unité d'intervention immédiate (UII) ou pour la conduite d'exercices nordiques, permettant de maintenir des troupes entraînées et prêtes au déploiement dans l'Arctique canadien.

Pour mener à bien ses opérations d'aide mutuelle avec les autorités civiles, le SQFT doit se procurer des passerelles d'interopérabilité radio, qui peuvent être utilisées pour interconnecter des radios municipales, provinciales et fédérales, la sécurité publique et les radios militaires, les téléphones land-line/satellite, 700MHz, 800MHz, UHF, VHF, des appareils VoIP, TETRA, les téléphones cellulaires et plus encore, quelques minutes seulement après le déploiement.

3. OBJECTIF

L'objectif de ce document vise les exigences générales et particulières relatives à l'exécution complète et satisfaisante d'un besoin lié aux communications dans un environnement opérationnel d'aide mutuelle et de réponse aux incidents pour le Secteur du Québec de la force terrestre (SQFT) du ministère de la Défense nationale (MDN).

4. DESCRIPTION DU BESOIN

L'entrepreneur doit fournir et livrer quatre (4) passerelles d'interopérabilité radio, conformes aux exigences minimales obligatoires suivantes :

Exigences techniques minimums obligatoires Passerelles d'interopérabilité radio	
1	▪ Doit être de type multifréquences et permettre une communication fluide entre les radios commerciales, militaires et amateurs, de même qu'avec les téléphones satellite.
2	▪ Doit être facile à configurer et à opérer
3	▪ Doit être étanche aux intempéries
4	▪ Doit fonctionner sur un large éventail de sources de tension. Les sources possibles comprennent, piles "AA", 7-21 VDC, 115VAC à 220VAC 60Hz ou à 50Hz, la puissance du véhicule.
5	▪ Doit être très léger et portatif, donc transportable par une seule personne (moins de 30 lbs/ par unité).
6	▪ Doit permettre aux premiers intervenants de différentes organisations de communiquer entre eux, même si les fréquences radio de leurs appareils sont incompatibles.

5. ADRESSE DE LIVRAISON

Ministère de la Défense nationale (MDN)

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0106-13W703/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

QCN-3-36123

Buyer ID - Id de l'acheteur

qcn016

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0106-13-W703

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Comptoir de services, Escadron des Trans EST
Garnison Valcartier, Édifice 501
501 rue Gén. TL Tremblay
Courcelette, QC G0A 4Z0

ANNEXE « B » BASE DE PAIEMENT

Article	Description	QTÉ	Prix Unitaire Ferme	Prix Calculé
1	Passerelles d'interopérabilité radio: 5 radio I/O ports + 1 H250/350 handset I/O port + and 1 telephone I/O port, in environmental case with environmental connectors (U229), (includes audio buffer delays and integrated "AA" battery holder). TWO TALK GROUP.	4	\$	\$
2	115V AC adaptor (in-line switching power supply)	4	\$	\$
3	DC Power Cable - 2 Pin female inline connector to cigarette lighter	4	\$	\$
4	250' universal extension cable with reel and radio "holder" (used in conjunction with any radio interface cable) - with environmental U229 connectors	4	\$	\$
5	Reverse Gender - Male to Male	4	\$	\$
6	Reverse Gender - Female to Female	4	\$	\$
7	H250 Handset	4	\$	\$
8	Telephone adaptor Environmental 8 pin connector to RJ 22 connector, use with 179.0693 or 179.0717	4	\$	\$
9	Direct connection interface cable to generic, 3.5 mm plug cellular telephone jack for use with RJ series port P/N 179.0805 (for Iridium satellite phone or cellular)	4	\$	\$
10	HARRIS™/ MA/COM™ 5300, 5400, 7300 radio interface cable with environmental connector	4	\$	\$
11	HARRIS™/ MA/COM™ Jaguar 700P, P7100, P7200, P5100 and P7200 radio interface cable/amplifier with environmental connector	4	\$	\$
12	MOTOROLA™ Moto-Turbo XPR 6300/6350/6500/6550, APX 6000/7000 Multi-Band Portable radio interface cable with environmental connector	4	\$	\$
13	Livraison DDP (Courcellette, Québec) , incluant tous les frais de douanes, de manutention et livraison.	1	\$	\$
	TOTAL (excluant les taxes de ventes applicables)			\$